Actions pour la Réinsertion Sociale de la Femme

« A.R.S.F. »

Tél. : (+243) 9 94 67 56 58 ; (+243) 9 94 21 35 02

E-mail : arsfemme@yahoo.fr

L'Université d'été de la Solidarité Internationale

Titre: Quelles solidarités pour construire la paix?

Sous-titre: Quelles solidarités et alliances locales, nationales et internationales pour construire la paix et assurer la promotion d'une culture de la paix?

Thème : Violences contre les femmes liées aux Conflits et Militarisme dans la Province du Sud-Kivu en RD Congo : *Cas du Territoire de Mwenga et ses Périphéries*

Madame Bibyshe TAKUBUSOGA Mundjo

Secrétaire Exécutive ARSF

Juillet 2014

THEME : « VIOLENCES CONTRE LES FEMMES LIEES AUX CONFLITS ET MILITARISME AU SUD KIVU : CAS DU TERRITOIRE DE MWENGA »

Quand ont parle de mots Viols et violences, du militarisme et des conflits y afférents, certains parmi nous n'ont pas en vue le vrai sens du poids psychosocial, sanitaire et économique que cela implique.

Non pas par ce que cela est une chance que nous leur souhaitons à tout le monde, mais un malheur que nous voudrions qui s'arrête avant que cela ne prenne une mode et un système d'arriver au pourvoir et de le maintenir aussi longtemps que possible comme le disent le politiciens.

Chaque pays, chaque contré a sa particularité dans la vie au quotidien dans le militarisme, les violences et les conflits.

Au sud Kivu, en RD Congo, terrain d'expérimentation des armes modernes les plus sophistiquées, et des formes nouvelles d'armes les plus criminelles(nous voulons dire les viols) , des militaires des plus criminels et des plus inhumains(enterrement des personnes vivantes, viols les plus atroces, voire avec des tronc d'arbre, mutilations de tous genres) ; Selon les résultats issus des études menées par Actions pour la Réinsertion Sociale de la Femme « ARSF » sur les violences sexuelles au Sud-Kivu, on estime à au moins 47.000 le nombre de femmes et filles violées dans cette entité.

Les ménages et communautés victimes des viols et des violences sont démoralisés. Pour rappel, 19% de ces femmes violées sont porteuses du VIH/SIDA, plus de 30% sont porteuses d'autres infections ; et d'autres souffrent des sténoses ou autres déformation des parties intimes et la conséquence est que l'économie rurale, essentiellement axée sur le travail de la femme, est mise en mal car. Cette dernière, principale force de production, a été détruite non seulement par les viols mais aussi par l'analphabétisme et l'ignorance de ses

droits, et une certaine complicité de l'autorité qui devait protéger la femme (par exemple en payant décemment les Agents de Services publics, en mettant en application des décisions chaque fois sorties en faveur des droits de la femme, etc.).

Il en découle également un déséquilibre social tel que la séparation de pas mal de familles, les difficultés sur le plan éthique à éduquer les enfants qui ont vécu la scène lors des forfaits, les conflits sur la paternité et l'avenir des enfants issus des viols, etc.).

La situation socio-économique s'est relativement améliorée dans certaines contrées après les élections mais dans la contrée de Mwenga la situation s'est sensiblement dégradée puisque dans la région concernée, plus de 80% d'habitants rural vivent de l'Agriculture que les guerres subies depuis plus de quinze ans ont décimée, et les femmes et les filles ont peur de faire des trajets pour aller au champs par peur du viol et des violences en route vers les champs ; 17% de la population qui vivaient de l'exploitation minière ont été sommés à l'abandon de l'exploitation sans aucune mesure d'accompagnement de la mesure ; 3% de la population qui vivraient de services public rendus à l'Etat sont très mal et rarement payés par l'Employeur(le Gouvernement).

Ainsi, pour les 80% de la population n'ont plus vaqué à leurs activités agropastorales. Les récoltes ainsi que le bétail ont été pillés. Certaines ont été brûlées par les assaillants, contraignant leurs locataires au déplacement.

Bien que les élections et la réunification du pays aient eu lieu, les viols et pillages se poursuivent même si on parle de moins en moins d'affrontements entre belligérants ; de plus en plus la reddition des rebelles, et la présence des FDLR et d'autres milices étrangères fait encore son chapelet de problèmes.

Ces milices étrangères habitent encore les forêts à partir d'où elles font les incursions criminelles dans les villages avoisinants, malgré les opérations « AMANI LEO » « KIMYA2 » mises en place par le Gouvernement.

Du haut de cette chaire, nous allons vous entretenir du Sud Kivu à l'est de la RD Congo, spécialement nous vous parleront du Territoire de Mwenga où des cas similaires se portent encore à merveilles.

Zone de Mwenga, site de l'ARSF

Vaste de 11.375 km2, le Territoire de Mwenga compte 800 000 habitants (62% de femmes et 48 % d'hommes**).** Dans les 62% on retrouve femmes chefs de ménages et des femmes abandonnées.

Ci-contre quelques photos prises uniquement dans certains villages de Mwenga :

Une femme violée et tuée pendant qu'elle allait au champ avec sa fille

Après le viol par le sexe, ils ont fini par lui tirer des balles dans le vagins (village Tuseswa- Mwenga).

Des gens brulés vifs dans leurs cases dans le villages de Kitamba(Mwenga)

Une famille brulée vive dans un village de Ilinda (Mwenga)

DES VIOLS A MWENGA

Les femmes et les filles étant souvent la cible principale des violences dans les coutumes de notre contrée, elles deviennent beaucoup plus visées de nos jours car non seulement certains politiciens en font une arme de guerre, les militaires des groupes et forces armées (tant gouvernementales que non gouvernementales) en font la risée, un instrument de plaisir, un moyen pour éliminer ceux qui ont échappé à des balles de leurs fusils par la transmissions forcées des Maladies Sexuellement Transmissibles, et non seulement des grossesses mais des enfants issus des viols qui sont une bombe à retardement car jusques là il n'y a pas de solution par rapport à cette problématique de violation des droits humains et des enfants .

1. Quoi qu'il soit dit que le gouvernement dépense des millions de dollars pour sécuriser la population et lutter contre les viols et abus des sexes, le gros reste à faire : les rares militaires un peu bien payés pour sécuriser les civils par des opérations, nombreux d'entre eux se paient le luxe d'exploiter sexuellement les jeunes filles mineures qu'ils sont supposés protéger
2. Les groupes armés étrangers d'autres rebelles internes que les militaires loyaux au Gouvernement devraient neutraliser, se retrouvent plutôt repoussés vers l'arrière-pays au lieu de les neutraliser. Ceux-ci vont se venger sur les pauvres citoyens(les hommes subissant des couts des matraques, de rapt de biens et des tueries ; les femmes et filles étant tuées vivantes par les viols et toutes formes de mutilations)
3. Quelques que soient les lois contre les violences sexuelles et les dispositions du code pénal congolais ; les viols et les autres formes de violence se portent à merveille. Par simple preuve, certes, sans négliger les efforts déjà fournis par les uns et les autres contre les violences, mais pour montrer que le gros reste à faire : les coutumes oppressives se

portent encore en très bonne santé et les arrangements à l'amiable continuent par peur de stigmatisations ; voir même la peur de voir les auteurs libérés quelques minutes après que le tribunal ait prononcé la sentence contre le présumé auteur.

4. Le taux de viols croissent de jour en jours quel que soit les lois et dispositions pénales y relatifs, à cause sans doute du disfonctionnement de l'appareil judiciaire
5. Les proxénètes font bien leur travail dans les carrés miniers, profitant du niveau intellectuel faibles de plus de 95% de la population féminine du Territoire de Mwenga (et donc, profitant de leur ignorance de la loi et de leurs droits)
6. Les seize formes de viols de la nouvelle loi 06/08 du 20 juillet 2006 et les dispositions du code pénal relatives n'étant pas encore assez vulgarisée dans le milieu, beaucoup de viols se commettent encore dans l'ignorance de la couche féminine, et en faveur des immoraux en situation aggravante du forfait (même ceux qui sont supposés connaitre la loi) dans le milieu

Ici, il faut préciser que les formes de viols les plus vécus pour 70% de filles entre 11 et 16 ans dans le milieu sont par ordre de croissance :

- L'esclavage sexuel
- La prostitution forcée
- Les harcèlements sexuels
- Le mariage forcé
- Les attentats à la pudeur
- Le viol pur et simple
- Les mutilations sexuelles
- Les excitations des mineurs à la débauche
- Les transmissions délibérées des infections sexuellement transmissibles

DES VIOLENCES

Dans notre contrée, les violences sont vécues au quotidien non seulement à travers les us et coutumes qui mettent en scène la préséance de la parole de l'homme pendant que la femme, considérée comme être inférieur à l'homme, doit se soumettre à la décision ; mais aussi à cause du niveau intellectuel actuel de la femme qui a été longtemps abandonnée dans l'état d'analphabétisme, de l'ignorance.

Cette situation est un grand défi car quelle que soit les actions des Activistes en faveur de celle-ci, si les conditions socioéconomiques ne changent pas, tant qu'il n'y a pas de stratégie efficace de lobbying et de plaidoyer en faveur de la formation- éducation des femmes compétentes et engagées à lever le défi ; les problèmes restent loin d'être solutionnés

Ainsi, il n'est pas rare de constater que la femme est convaincue (car ainsi éduquée), qu'elle ne doit pas participer à la prise de décision sur la gestion de sa communauté et de son foyer ; non seulement à cause des us et coutumes rétrogrades mais aussi et surtout faute de femmes compétentes, formées résolues à lever le défi, et engagées réellement à le lever par des exemples.

Les principales violences rencontrées à Mwenga par ordre de croissance sont :

- Les violences à domicile
- Les violences communautaires issues des us et coutumes (les interdits coutumiers dans le manger, dans les prises de décisions devant les hommes, de prise de pouvoir pour diriger les hommes, etc.)
- Le phénomène « filles Twangaises » dans les carrés miniers
- Le phénomène « filles Hillux » (marque de véhicule localement réputé pour son pouvoir de transport de personnes et des marchandises) dans une situation où les routes ne sont pas praticables, …..

- Etant donné les conditions socioéconomiques du pays (une moyenne de moins de 1 dollars par jour comme revenu journalier), la non scolarisation et/ou la déscolarisation pure et simple des filles lors du choix des élèves à scolariser sur la moyenne de 7 enfants dans les familles de Mwenga (les us et coutumes plaidant en faveur des enfants garçons)
- Etc.

Ainsi les filles sont condamnées aux travaux rudimentaires des champs, d'exploitation sexuelles dans les carrés miniers, des filles « Hillux », pêcheurs artisanaux de poissons (juste pour la consommation ménagère), etc. compte tenu des éléments ci-haut mentionnés.

Des familles brulées vives dans le villages de Kitamba(Mwenga)

Une femme de Kitamba dont un sein et une jambe sont amputé après avoir été violée.

DU MILITARISME ET LE ROLE DE L'ETAT

Mwenga est un des Territoires de la RD Congo qui ont été les plus frappés par les guerres et leurs conséquences. Quels que soient les efforts des autorités gouvernementales, beaucoup de poches de résistance y opèrent encore à nos jours.

Ainsi, après les opérations « AMANI LEO », les opérations « KIMYA 2 « n'ont fait que repousser les groupes de bandits au plus profonds du Territoire où ils continuent à monter des plans belliqueux contre la population et à opérer de fois en toute quiétude.

Les femmes sont ici souvent la seconde cible après les biens emportés dans les maisons.

Quelle est au fait la situation actuelle ?

- Les 15 ans de guerres à répétitions ont créé des bandes et groupes armés incontrôlés qui ont gardé des séquelles de banditisme dans les têtes des jeunes qui les ont servis. La problématique de réinsertion socio-économique des démobilisés des forces et groupes armés n'ayant trouvé des solutions que de manière très temporaire. Ainsi, certains d'entre eux servent à nos jours d'éclaireurs non seulement des FDLR mais aussi d'autres bandits locaux réfractaires, pour piller les familles et violer les femmes et les filles
- les familles des fonctionnaires des services publiques, elles, sont entièrement vulnérabilisée car les agents de l'Etat ne touchent qu'un salaire de misère (ne couvrant pas les besoins élémentaires d'une famille même pour le jour où l'argent a été perçu). La femme qui devait ainsi limiter le dégât par son pouvoir économique, a non seulement peur de circuler librement mais aussi elle a difficile à faire circuler la marchandise

qui l'exposerait davantage dans des sites aussi militarisés et où les militaires sont très mal payés.

- Ainsi, Certains des militaires loyaux au gouvernement eux-mêmes se comportent comme des mercenaires dans leur propres pays (s'occupant de l'exploitation des minerais, pillant, violant, traumatisant, etc.) la population
- Le non-paiement des militaires les plus majoritaires (nous voulons dire ceux qui ne sont pas impliqués directement dans les opérations « KIMYA2 » et à la merci de la misère), s'adonnent dans certaines mesures de survie au rapt des biens des passagers, aux spoliations des ambulants qui vont vendre leurs marchandises, vols à mains armées, etc.
- La plupart d'entre eux font même irruption dans les champs des pauvres cultivatrices et dévastent (avec la présence ou non des propriétaires des cultures) les produits des champs
- D'autres (réfractaires de l'armée nationale surtout) enlèvent tout simplement les femmes, les filles et quelques fois les hommes pour se faire payer des rançons en vue de la libération des otages

Les familles de Mwenga sont ainsi condamnées à la misère en plus du fait que les carrés miniers qui couvriraient les tares sont militarisés et interdits aux exploitations.

Face à ces différents éléments ci-haut détaillés

1. ***Quelles sont les perspicacités, les leçons ou les débats clés concernant la façon dont fonctionne le pouvoir économique attachées à ce thème***

- Nous pensons humblement que les débats sont en train d'être lancés par la journée international de la femme par exemple (le 08 Mars de chaque année) à travers les différentes thématiques choisies pour la sensibilisation ; mais les action ne sont pas encore réellement pensées car les récupérations politiciennes en font maintenant une journée de

campagne de certaine autorités, la journée d'offre des pagnes et autres pots de vins ; au lieu d'être des réels jours où la femme doit faire entendre soit voix par des actions constructives de lobbying et de plaidoyer en faveur de la perspicacité, et jeter les jalons pour la promotion de son pouvoir économique.

- Il faut aussi reconnaitre que certaines organisations commencent à se constituer en réseaux de femmes pour lever le défis, mais faute de moyen de leur politique et de leurs ambitions, celles-ci se décourage.
- Cependant, il faut aussi reconnaitre (avec beaucoup de regrets) qu'il y a de nombreuses Associations qui clament haut le changement des conditions socioéconomique des femmes mais qui en réalité font de la souffrance des leurs consœurs femmes et filles, un fonds de commerce.

2. ***Quelles sont les expériences existantes visant à créer des visions et des pratiques transformatrices et alternatives dans le cadre de ce thème (que ce soit au niveau local, national, régional et/ou international-et quels sont les rôles des mouvements de femmes et/ou d'autres mouvements sociaux dans ces expériences ?***

a.) Par rapport aux expériences

Deux formes d'expériences sont ici à relever : celles des organismes internationaux et celles des organisations de la Société civile congolaise.

- les actions des Organismes internationaux :

Celles-ci ont tendance à ne rester qu'au niveau des urgences, les mécanismes d'appropriation communautaire et de pérennisation des acquis de leurs projets/ programmes, sont souvent pris avec une certaine légèreté.

Cependant, il faut reconnaitre que sans l'intervention de ceux-ci, la situation humanitaire et développementale serait beaucoup plus chaotique.

- Les actions des organisations de la Société civile congolaise :

Pour les organisations de la Société Civile congolaise, certaines se comportent en mercenaires, elles ont tendance à gérer celles-ci comme leur propre boutique reléguant au second plan le défi principal à lever. La participation des bénéficiaires des projets est ici superficielle, le réel souci de l'appropriation communautaire est moindre au point que l'après projet est souvent pire que l'avant-projet (plus les ONG sont nombreuses, plus la misère s'accroit à une vitesse rapide)

- La logique elle-même d'opportunité d'appui aux projets/ programme a elle-même tendance à répondre plutôt aux exigences des Bailleurs de fonds plutôt qu'aux besoins réels de la population directement en difficulté ;

b. Rôles des mouvements des femmes et/ ou d'autres mouvements sociaux dans ces expériences

- les femmes actuellement commencent à comprendre le rôle de la sensibilisation (lobbying et plaidoyer en faveur de la réinsertion socioéconomique de la femme) ; malheureusement, le niveau intellectuel de 97% de ces femmes de la contrée est bas (la plupart sont analphabètes). Malheureusement ces actions sont vraiment conçues avec la même faiblesse des projets d'urgence, car conçues circonstanciellement avec des moyens de bord, et de fois avec des personnes qui ne visent pas le réel changement des conditions des femmes, mais en quête de justificatifs à envoyer aux Bailleurs de fonds.
- Ainsi, des collectifs d'organisations des femmes (organismes internationaux comme les organisations de la Société civile) commencent à se mettre en synergie en vue de mettre en place des mécanismes pour dénoncer les abus.

Le grand défi à lever à ce niveau c'est de trouver des moyens conséquent et des personnes compétentes pour former les filles et femmes par l'alphabétisation de

qualité et la scolarisation de qualité des filles dans des écoles qui promeuvent la formation des femmes leaders capables et compétentes ; des moyens conséquents d'éducations de masse et de lobbyings et plaidoyer en synergie des femmes contre les abus subis par la femme.

3. ***De quelles compétences les activistes ont elles besoin pour transformer le pouvoir économique dans le cadre de ce thème ?***

Les activistes ont besoins :

- des Leader compétentes, bien formées et qui ont les moyens de partager les expériences avec d'autres femmes/ organisations féminines du monde, engagées réellement à aider les femmes à changer le pouvoir socioéconomique de leurs contrées
- des activistes n'ont plus besoin de femmes avec des beaux discours mais de celles qui parlent à travers leurs œuvres dans le changement de leurs milieux de vie (des femmes modèles, des femmes qui convainquent leur entourage par leur savoir-faire, leur savoir vivre, leur pouvoir socioéconomique)
- des activistes ont besoins de moyens de leurs politiques et de leurs ambitions
- des activistes ont besoins d'accompagnement par les autres qui sont passées par de situations difficiles
- des activistes ont besoins des occasions comme celles qu'AWID organise en ce jour pour permettre aux femmes des pays du monde d'agir en réelle synergie, en complémentarité et en partage d'expériences directes
- les activistes ont besoins d'école de formations des femmes leaders et des femmes multidisciplinaires en vue de diriger de manière modèle lorsqu'elles auront les occasions de diriger et/ ou de prendre des décisions importantes.

4. ***Quelles sont les stratégies concrètes, notamment les types d'alliances à créer, pour transformer le pouvoir économique dans le cadre de ce thème ?***

- La création des écoles de formations des activistes leaders de demain
- La disponibilisation de bourses pour les Activistes des pays pauvres en vue de l'égalité de chances aux femmes qui ont convaincu par leur engagement dans le changement et la transformation du pouvoir économique de la femme(en vue de mieux diriger demain)
- L'encouragement des bailleurs de fonds et les Gouvernements à appuyer les femmes et leurs organisations dans leurs actions de développement
- militer en faveur de la paix et du découragement des guerres et des dictatures dans les pays pauvres
- Mise en place des mécanismes de Lobbying et de plaidoyer international par les organisations des femmes du monde pour la scolarisation gratuite (tout au moins pour l'école primaire) des enfants et l'obligation de l'égalité de chance d'éducation entre fille et garons
- mobilisation des moyens pour alphabétisation des femmes adultes qui n'ont pas eu la chance d'aller à l'école, et trouver des moyens pour leur réinsertion socioéconomique
- Mise en place des mécanismes de mobilisation de fonds et en vue de la réelle prise psychosociale et médicale durable des survivantes de viols et des violences sexuelles
- Mise en place des mécanismes de lobbying et de plaidoyer en faveur de l'indemnisation des survivantes des violences sexuelles
- Mise en place des mécanismes de collaboration et même d'intégration des hommes soucieux de l'amélioration des conditions de la femme dans la démarche des femmes
- Mise en place des mécanismes de suivi des cas jugés et condamnés à la justice pour prévenir la complicité avec les autorités pour leurs libérations

- Les lobbyings et plaidoyers avec les réseaux internationaux en vue de la démilitarisation des villages, du casernement des militaires et du retour des armées, forces et groupes armés étrangers dans leurs pays
- Mobilisation et mettre en place des moyens financiers et techniques pour sensibiliser et conscientiser la population en faveur de la prévention contre les MST et le VIH/ SIDA, etc.
- Mobilisation des Activistes et mettre en places des moyens de Lobbyings et de plaidoyers en faveur du paiement des salaires décents et réguliers aux Agents de l'Etats en vue de la survie des ménages des fonctionnaires des Agents des services publics
- Mobilisation des Activistes en vue de l'intégration des femmes compétentes dans les services publics et les ONGS
- Mettre en place des mécanismes efficaces de protection des Défenseurs des Droits de la femme

5. ***Quels changements concrets pour l'avenir et quelles visions peut-on proposer afin de transformer le pouvoir économique dans le cadre de ce thème ?***

DES CHANGEMENTS CONCRETS POUR L'AVENIR

- Les changements concrets apporté par cette dynamique est la réelle lutte contre la pauvreté et ses conséquences, non seulement que la femme est la mieux placée pour répondre à la problématique de la faim, mais aussi par ce que celle-ci est dotée d'un cœur plus humanitaire que l'homme.
- Le deuxième niveau de changement concret apporté par cette dynamique c'est l'humanisation du monde, un monde où les viols ; les guerres et leurs conséquences ne sont plus un moyen absolu pour diriger les pays et les gens qui y habitent

- Le troisième niveau de changement en fin, c'est que des rendez-vous permanents comme ceux qui nous réunissent aujourd'hui, en vue d'évaluations des performances, des défis et des moyens pour améliorer les conditions des femmes dans le monde.

DE LA VISION : QUE PEUT-ON PROPOSER AFIN EN VUE DE TRANSFORMER LE POUVOIR ECONOMIQUE

- Mise en place et faciliter des mécanismes d'échanges permanents des expériences en vue d'un pouvoir collectif des femmes pour l'amélioration des conditions socioéconomiques de la femme partout dans le monde
- Création et la formations des femmes Activistes, compétentes et engagées dans le changement concret des conditions socioéconomiques à travers une et/ ou des écoles de formation des femmes Leaders
- Mise en place de moyens et mécanismes de lobbying et de plaidoyer collectif(international) en faveur du changement des pouvoirs et gouvernements qui n'intègrent pas en acte les aspirations des femmes à l'égalité, à l'absence de politiques globales c.-à-d. une politique fiscale appropriée pour financer les dépenses dans le domaine social et une véritable reconnaissance des apports des femmes dans tous les domaines de compétences scientifiques
- Encourager les gouvernements à renforcer les dispositifs effectivement mis en place pour augmenter la participation des femmes à la gouvernance locale ou nationale, notamment aux décisions concernant la redistribution des ressources nationales et les allocations budgétaires ?
- Mettre en place des moyens et techniques de communication pour amener les médias grand public et la publicité à cibler certaines couches de la population afin du changement des comportements en faveur du développement socioéconomique par la femme aidée par l'homme.

Les femmes espèrent toujours et luttent

Champs de palmier à huile et Etang entretenu par les femmes et qui ont comme source de revenu pour cette dernières

Apprentissage des métiers : fabrication des paniers (photos ARSF)

Apprentissage des métiers : broderie (photos ARSF)

CONCLUSION

Nous encourageons l'initiative de CRID, Bretagne et Mouvement de la Paix et aurions souhaité qu'à travers celui-ci, l'histoire de la femme change dans le monde, en RD Congo, au Sud-Kivu en général et dans le Territoire de Mwenga en particulier.

Annexes : Photos

Le Mausolée de Mwenga (Photo ARSF)

Les noms de femmes enterrées vivantes à Mwenga (Photo ARSF)

Les femmes victimes de viols et violences sexuelles à Mwenga (Photos ARSF)

Enfant issues de viols

Bureau territorial de Mwenga

Hôpital Général de Référence de Mwenga (Photos ARSF)

Etat de la route RN2 qui relie Bukavu-Mwenga (Photos ARSF)

Les femmes quittent aux champs